

### (INDE / PAKISTAN) ; (COREE du nord / COREE du sud) : montée parallèle des tensions, inquiétudes et enjeux

n°34  
septembre 2015

#### SOMMAIRE

□ En Asie méridionale comme en Asie orientale, alors que l'été 2015 dispense ses dernières flammes, les contentieux historiques issus du XX<sup>e</sup> siècle ont décidément la vie dure, résistent au changement de millénaire et conservent une étonnante actualité ; c'est notamment le cas entre Etats voisins que séparent de profondes lignes de fracture politique, idéologique, ou encore religieuse, tout sauf polies par le temps.

□ Les mois d'août et de septembre en ont été une fois encore les témoins malheureux ; dans le sous-continent indien tout d'abord, l'Inde et son ennemi intime régional le Pakistan croisant le fer non seulement à grands renforts de postures verbales et martiales plus viriles les unes que les autres, mais également en joignant les cartouches et les obus (155 mm) à la parole, la line of control (frontière délimitant sur 720 km les parties du Cachemire administrées depuis 1949 par New Delhi et Islamabad) ayant vu les échanges de tirs se multiplier et le nombre des victimes civiles et militaires croître au point d'émouvoir l'opinion.

□ 5000 km plus à l'Est, dans la volatile et divisée (depuis 1953...) péninsule coréenne, le tempo des deux derniers mois a été plus alternatif ; si août culmina dans sa première quinzaine avec un énième pic de tension entre une Corée du nord défiante prompte à promettre - selon un format hélas familial - le feu et la foudre (y compris nucléaire) et une voisine méridionale bien décidée à ne pas s'en laisser impunément compter, ce nouvel orage intercoréen né d'un incident dans la zone démilitarisée entre les deux Corées (DMZ) le 4 août (explosion de mines anti-personnel nord-coréennes blessant des soldats sud-coréens) a opportunément fait place deux semaines plus

tard (cf. signature d'un accord intercoréen) à une atmosphère moins va-t'en guerre de part et d'autre du 38<sup>e</sup> parallèle, diplomates et responsables nord et sud-coréens parvenant même à s'entendre sur quelques projets communs à fort potentiel émotionnel (cf. reprise en octobre des réunions familiales entre parents séparés depuis 1953). Une évolution favorable rapide et sans plus de drame qui aura surpris les observateurs, rompus aux longues semaines de diatribes nord-coréennes et provocations en tous genres. Reste naturellement à savoir si ce mieux-être salué et bienvenu résistera à l'arrivée de l'automne et à la fâcheuse inclinaison de Pyongyang à souffler parallèlement le chaud et le froid, à manier le sourire (crispé) et la menace.



□ Comme de coutume, la communauté internationale s'est quelque peu émue de ces deux épisodes de tensions estivales singulières ; on la comprend sans peine : dans un passé plus ou moins récent (1999 pour l'Inde et le Pakistan ; 2010 pour les deux Corées), ces deux binômes asiatiques (comptabilisant trois Etats nucléaires sur les quatre recensés en Asie-Pacifique) en ont décousu militairement et traînent toujours un lourd passif de griefs, de contentieux non soldés et de volonté d'en découdre à la moindre occasion. Dans les deux configurations distinctes, de Washington à Pékin, les grandes capitales ont mobilisé leurs troupes...de diplomates et pressé de diverses manières New Delhi, Islamabad, Pyongyang et la plus sage Séoul de repousser les tentations martiales dangereuses, incertaines, pour en revenir à de meilleures dispositions. Avec un certain résultat ... à court terme. L'occasion dans les pages ci-après de revenir sur ces deux événements et d'en esquisser les diverses suites et conséquences possibles.

Paris, le 15 septembre 2015

Olivier Guillard est chercheur Asie à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS ; Paris), chercheur au CERIAS (UQAM ; Montréal), directeur de l'information du cabinet de conseil Crisis 24 (Paris ; Washington).

## ☒ INDE - PAKISTAN : *l'été indien qui n'a pas eu lieu.*

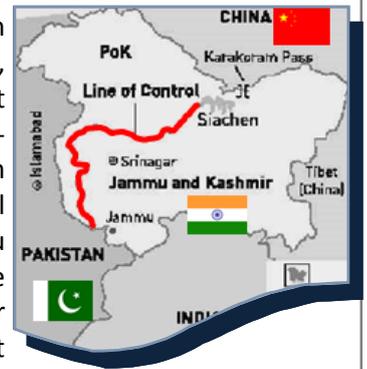
Dans le sous-continent indien, que le printemps 2014 parait déjà loin. Le 26 mai, un tout nouveau chef de gouvernement indien (le 15<sup>e</sup> depuis l'indépendance du pays en 1947) prenait alors ses fonctions. Narendra Modi, nouvel homme fort du pays, nationaliste hindou (BJP) au mandat populaire solide conviait ce jour-là à New Delhi ses homologues (et chefs de l'Etat) des régimes voisins aux cérémonies de son intronisation ; un geste audacieux et sans précédent auquel répondit favorablement la totalité des personnalités invitées, à commencer

*"J'ai expliqué au 1<sup>er</sup> ministre Modi que nous avons un agenda commun de développement et de relance économique, lequel ne saurait se réaliser sans paix ni stabilité dans la région. J'ai insisté pour qu'ensemble, nous débarrassions la région de cette instabilité et de l'insécurité qui nous affectent depuis des décennies (...), que nous transformions cette confrontation en coopération", N. Sharif, New Delhi, mai 2014.*

par le 1<sup>er</sup> ministre pakistanais N. Sharif, pour sa part de retour aux affaires un an plus tôt (juin 2013) pour un 3<sup>e</sup> mandat. Un responsable politique qui, tout en réservant sa première visite officielle après son entrée en fonction ... à Pékin (juillet 2013) laissait entendre sa disposition à replacer les rapports Islamabad-Delhi sur une trame moins conflictuelle et plus coopérative. Curieuse si ce n'est sceptique, la presse internationale s'interrogeait (déjà) sur la capacité de l'individu à infléchir favorablement cette matrice bilatérale des plus ténues ("Can Nawaz Sharif mend Pakistan's ties with India", *BBC news*, 4 juin 2013). 11 mois plus tard, l'enthousiasme de ce politicien éprouvé semblait intact ; le 27 mai 2014, à l'issue de son premier entretien en tête à tête avec son homologue indien, son allant renouvelé semblait de nature à impulser une vigueur nouvelle aux rapports entre ces deux mastodontes d'Asie méridionale ("Need to change confrontation into cooperation: Sharif", *The Hindu*, 27 mai 2014). Ce vœux prononcé depuis New Delhi par ce chef de gouvernement pakistanais en fonction (2<sup>e</sup> mandat de fév. 1997 à oct. 1999) lors du dernier conflit indo-pakistanaï en date ("crise de Kargil" de mai-juillet 1999) prenait une résonance particulière. Certes, il n'avait pas fallu attendre longtemps - juillet 2014 - pour que cet optimisme ne soit tempéré par l'évidence de résistances naturelles à ce rapprochement ("Pakistan asks India not to set conditions for talks - Pakistan", 18 juillet) et que des thématiques familières ne viennent gâcher la fête ("Pakistan rejects Indian allegations of border infiltration attempts - Pakistan", *Dawn*, 24 juillet ; "Pakistan

Calls Modi's Remarks on Terrorism 'Unfortunate', *New York Times*, 13 août 2014). Il est vrai qu'à l'occasion d'une allocution prononcée depuis Kargil (partie indienne du Cachemire), le 1<sup>er</sup> ministre indien venait de déclarer que le Pakistan menait dans la région une "guerre

par procuration" (proxy war)... Dans cette atmosphère allant se dégradant, la recrudescence estivale (la plus importante depuis la guerre de 1971, selon Delhi) des incidents entre forces frontalières indiennes et pakistanaises au Cachemire (nonobstant l'existence depuis 2003 d'un cessez-le-feu officiel sur la *line of control* ; en rouge, carte ci-dessus) attisa des postures politiques de plus en plus dures, du ministre indien de la Défense A. Jaitley (*The Hindu*, 21 août 2014) comme de son homologue pakistanais, fragilisant avant de finalement l'annuler la rencontre des Conseillers à la sécurité nationale, initialement programmée le 25 août 2014. Un trimestre après l'entrée en fonction du 1<sup>er</sup> ministre Modi, le courant entre Delhi et Islamabad ne passait déjà plus que sur un voltage dangereusement élevé. En septembre 2014, en réponse aux inondations meurtrières s'abattant parallèlement dans les parties indienne et pakistanaïe du Cachemire, le gouvernement indien tenta de reprendre l'initiative en proposant une aide matérielle aux populations pakistanaises sinistrées ; la fin de non-recevoir d'Islamabad ne permit pas d'enclencher une dynamique moins tendue, alors même qu'un autre voisin de Delhi lui donnait également quelques sueurs froides supplémentaires sur ses frontières (incursion de troupes chinoises en Arunachal Pradesh ; "More Chinese soldiers intrude into Chumar through different point, *The Hindu*, 20 sept.). Un tourment d'autant plus interpellant que le chef de l'Etat chinois Xi Jinping effectuait alors une visite d'Etat dans la capitale indienne... Aux affrontements estivaux frontaliers au Cachemire succédèrent des incidents hebdomadaires automnaux qu'accompagnaient des mobilisations populaires locales importantes au Jammu et Cachemire indien (cf. Srinagar, le 4 nov.). Dans ce contexte conflictuel préoccupant, les talibans pakistanais proposèrent d'en découdre directement avec "l'ennemi indien" ("Pakistan Taliban threatens to attack India, *The Hindu*, 6 nov.)...



*"La question du Cachemire est l'écueil principal à la normalisation des relations entre les deux pays et à l'établissement de la paix dans la région", Nisar Ali Khan, ministre pakistanais de l'Intérieur, *Press Trust of India*, 29.08.15*

De leur côté, entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2014, les autorités indiennes recensaient pas moins de 564 violations du cessez-le-feu au Cachemire... Un record.

L'année 2015 démarra sur un tempo identique, où les volets de critiques et de menaces, les incidents et violences diverses fusèrent en salves soutenues ("Indian army chief accuses Pakistan of supporting proxy war in Indian-controlled Kashmir", *Xinhua*, 13 janv. ; "Fresh gunfight rages in Indian-controlled Kashmir", *Xinhua*, 15 janv.). En février, une frêle "diplomatie du cricket" à l'initiative du chef de gouvernement indien (N. Modi souhaitant à son homologue *bonne chance* pour la coupe du monde de cricket) chercha à positionner sur des rails plus sereins une relation sinistrée. Début mars, à Islamabad, une rencontre '*positive et constructive*' des Foreign Secretaries indien et pakistanais précéda le mois

suivant un autre geste apprécié à Delhi, les forces pakistanaises procédant à l'évacuation de ressortissants indiens du Yémen ; une dynamique positive qui ne dura pas plus longtemps que les précédentes, une énième poussée de tension et d'incidents au Cachemire relançant dans la foulée un nouveau cycle de crispations entre Delhi et Islamabad ('India, Pakistan border guards violate cease-fire on Kashmir border', *Xinhua*, 20 avril). Si au niveau diplomatique N. Modi conclue en mai sa première année au pouvoir par un séjour remarqué chez le rival stratégique chinois ('Modi Calls on China to Rethink Stances That Strain Ties to India', *New York Times*, 14 mai 2015), les élans d'apaisement à l'endroit de l'ambigu voisin pakistanais étaient au seuil de l'été plus discrets ('No engagement with Pakistan planned, says Indian minister', *Dawn*, 1<sup>er</sup> juin). Dans cette atmosphère quasi glaciale, le 15<sup>e</sup> Premier ministre indien reprit l'initiative à la mi-juin à l'occasion d'une discussion téléphonique avec son homologue pakistanais

dans le dessein d'abaisser les tensions ('Modi's phone call to Pakistan Prime Minister Nawaz Sharif reduced India, Pakistan tension', *The Hindu*, 18 juin). Le mois suivant, à l'occasion du Sommet des BRICS d'Ufa (Russie), ces derniers se rencontrèrent, N. Sharif en profita pour inviter N. Modi au prochain sommet annuel de la SAARC organisé en 2016 à Islamabad, une invitation qu'accepta le 1<sup>er</sup> ministre indien. Depuis lors, on ne saurait dire que ces quelques gestes censés œuvrer à la décrispation ont eu une quelconque portée sur le terrain : les mois d'août et de septembre résonnent quotidiennement du bruit assourdissant des échanges d'artillerie de part et d'autre de la *line of control* ('Pak ceasefire violations continue for fifth day', *The Hindu*, 13 août). Une atmosphère guère propice à la tenue d'une rencontre bilatérale entre Conseillers à la sécurité nationale, prévue à

**"Si l'Inde tente d'imposer la guerre au Pakistan, de lourdes pertes seront infligées à l'Inde qui s'en souviendra pendant des décennies",**  
K.M. Asif, ministre pakistanais de la Défense, *The Hindu*, le 30 août.

Delhi fin août, et qui, sans surprise, finit par être annulée ('India, Pakistan media continue blame game over talks', *BBC news*, 24 août'), au grand dame d'une population cachemirienne une fois encore prise au piège de l'incapacité des responsables indiens et pakistanais à dialoguer sans recourir aux manœuvres martiales et autres rodomontades. Alors que les incidents se poursuivaient début septembre, le chef des armées indiennes, le Général Dalbir Singh, envoya un message fort à son homologue pakistanais : si la

nécessité l'impose, l'*Indian army* est prête à en découdre avec sa rivale, la perspective d'un conflit ne l'effrayant *a priori* guère ('Indian army chief says military ready for short, swift war', *Dawn*, 2 sept.). Message reçu cinq sur cinq à Islamabad, où l'on assurait naturellement Delhi d'une posture guerrière similaire ('Pakistan army chief Raheel Sharif warns India of 'unbearable cost' in case of war', *The Hindu*, 7 sept.)...

#### CHRONOLOGIE RÉCENTE

- 07/09: Pyongyang et Séoul OK pour la reprise des réunions de famille en octobre
- 07/09: énième échange de tirs indo-pak (région de Ponch ; 200 km de Srinagar)
- 07/09: chef des armées pakistanais à l'Inde: '*des coûts insupportables en cas de conflit*'
- 03/09: violations du cessez le feu au Cachemire, une '*menace à la paix*' (1<sup>er</sup> min. pak.)
- 02/09: '*L'armée indienne prête à une guerre rapide et brève*' (chef des armées indien)
- 30/08: armées nord et sud-coréennes mettent fin à l'état d'alerte militaire maximale
- 28/08: '*l'accord intercoréen du 25 août dû au muscle militaire nord-co.*' (Kim Jong-un)
- 25/08: à l'issue de négociations marathon, accord intercoréen de *réduction des tensions*
- 24/08: annulation de la rencontre des Conseillers à la sécurité nationale Inde-Pakistan
- 21/08: les troupes nord-coréennes placées en alerte maximale ; '*état de quasi-guerre*'
- 20/08: échange de tirs d'artillerie entre troupes nord et sud-coréennes
- 09/08: explosion de mines ; deux soldats sud-coréens blessés (DMZ) ; tension à Séoul
- 06/08: rencontre des min. des Affaires étrangères nord et sud-coréens en Malaisie
- 10/07: rencontre 1<sup>ers</sup> ministres indien et pakistanais en Russie (sommet OCS) ; N. Modi

**"Rarement, même selon les standards tourmentés de la relation Pakistan-Inde, on aura vu autant de farce et de confusion entourer les discussions - désormais annulées - initialement prévues entre les Conseillers à la sécurité nationale du Pakistan et de l'Inde",** quotidien pakistanais *Dawn*, le 24 août 2015.

## ☒ LA PÉNINSULE CORÉENNE, éternelle otage des tensions et de l'imprévisibilité de Pyongyang.

En matinée du 4 août 2015, toute habituée soit-elle aux provocations et errements réguliers du régime nord-coréen voisin, la population du "pays du matin calme", ses autorités politiques et militaires s'éveillaient dans une atmosphère de tension pesante et de colère ; l'imprévisible Pyongyang venait une énième fois de donner la mesure de son aptitude à jouer avec le feu et de (re) placer la péninsule coréenne au bord du conflit : dans la zone intercoréenne démilitarisée (DMZ ; 250 km de long sur 4 km de profondeur) séparant depuis 1953 et la fin du conflit la République Populaire Démocratique de Corée (RPDC ; nord) et la République de Corée (sud), l'explosion de plusieurs mines antipersonnel au passage d'une patrouille sud-coréenne blessa gravement deux soldats. Tout sauf un accident ou une fatalité pour les responsables sud-coréens, l'explosion intervenant dans la partie sud de la DMZ (près de Paju, dans la province de Gyeonggi) à proximité d'un poste de garde.

Cinq ans après la dernière agression militaire nord-coréenne (cf. mars 2010 : torpillage d'une corvette sud-coréenne par un sous-marin nord-coréen, tuant une cinquantaine de marins), dans un contexte de montée en tension et de provocations allant croissant ces derniers mois, ('Defense chief Han vows retaliation against N. Korean provocations', *Yonhap*, 29 juin 2015), Pyongyang s'engageait dans une nouvelle entreprise dangereuse avec son voisin méridional. Ce dernier ne demeura pas sans réagir et mit en place des mesures de représailles non-létales (guerre psychologique), tout en promettant un engagement plus sévère en cas d'escalade recherchée par le nord ('Park vows to sternly deal with N. Korea's provocations', *Yonhap*, 12 août), sans néanmoins fermer la porte à des rapports moins conflictuels ('S.

**"En ce qui concerne les représailles des provocations illégales du nord, notre armée procédera dans un premier temps à des radiodiffusions à l'aide de haut-parleurs le long de la frontière",** ministère de la Défense sud-coréen, le 10 août 2015

Korea sees need to hold inter-Korean talks despite tension', *Yonhap*, 17 août). Quelques jours plus tard, troupes sud-coréennes et américaines débutaient leur long (12 jours) exercice militaire annuel conjoint *Ulchi Freedom Guardian* (80 000 hommes engagés), lequel simulait une attaque du nord contre le territoire sud-coréen... Des manœuvres spectaculaires

dénoncées (comme il se doit) par Pyongyang, laquelle appelait à leur annulation pure et simple ; sinon... La tension était à son comble, les deux armées placées en état d'alerte maximale ; elles échangèrent du reste

quelques salves d'obus, de 155mm pour la première fois en cinq ans ('North and South Korea Trade Rocket and Artillery Fire, Seoul Says', *New York Times*, 20 août) dans la province de Gyeonggi (nord-ouest de Séoul), sans faire de victime. Alors que l'on approchait d'un possible paroxysme redouté et que Pyongyang raidissait à mesure ses postures *va t'en guerre* ('N. Korean leader orders military to have full combat readiness', *Yonhap*, 21 août), c'est pourtant la diplomatie qui trouva un espace et obtint (temporairement) le dernier mot : le 25 août, à l'issue de deux journées de discussions marathon, les autorités nord et sud-coréennes annonçaient la conclusion d'un accord sur la baisse des tensions ; presque une victoire en soi, saluée comme il se doit par une opinion publique internationale soulagée après plusieurs semaines de crispation ('Summit by Proxy-For Rival Koreas, Peace Meeting Was Next Best Thing', *New York Times*, 25 août)...ainsi que par l'énigmatique et défiant leader nord-coréen Kim Jong-un *en personne*, pour qui cet accord intercoréen résultait avant tout de l'existence de "l'énorme muscle militaire nord-coréen", et notamment de "sa force de dissuasion nucléaire à des fins d'auto-défense", ni plus ni moins... ('Kim Jong-un Says North's 'Military Muscle' Made Korean Deal Possible', *New York Times*, 28 août).

Dans une attitude pour une fois commune et conjuguée, les forces armées des deux Corées revenaient fin août à un niveau de mobilisation normale ; l'orage d'un possible aventurisme armé sur la péninsule venait de passer et l'on promettait même quelques gestes d'apaisement réciproques à moindre coût politique mais à haute visibilité, telles ces discussions début septembre sur la reprise (en octobre) des réunions de famille coréennes séparées par le conflit de 1950-53 (66 000 individus, majoritairement octogénaires, sont concernés), interrompues depuis 2014.



**"Les Corées du sud et du nord ont convenu d'organiser une réunion gouvernementale à Séoul ou Pyongyang dans un avenir proche ce, afin de dialoguer et de négocier sur divers sujets pour améliorer nos relations",** Kim Kwang-jin, Chief national security adviser de la présidente sud-coréenne Park Geun-hye, *New York Times*, 25 août

Une évolution bienvenue, au point de surprendre l'observateur par sa rapidité, sa *facilité* relative et son issue structurée... Certes, comme on pouvait s'y attendre, cette conclusion heureuse n'a pas transformé l'ombrageuse Pyongyang en un modèle de courtoisie... Cette dernière exigea candidement début septembre des Etats-Unis qu'ils retirent leurs 28 500 hommes encore déployés sur le sol sud-coréen ; un porte-parole du ministère nord-coréen des Affaires étrangères justifia la demande au motif que "les manœuvres militaires conjointes américano-sud-coréennes sont devenues un facteur majeur d'aggravation des tensions et de la méfiance, non seulement entre le nord et les Etats-Unis, mais également entre les deux Corées" (Yonhap, 7 sept.)

**"L'accord conclu mardi (25 août) ne doit rien à des négociations autour d'une table mais à l'énorme muscle militaire de la Corée du nord, notamment sa force de dissuasion nucléaire à des fins d'autodéfense," Korean Central News Agency citant Kim Jong-un, le 28 août 2015.**

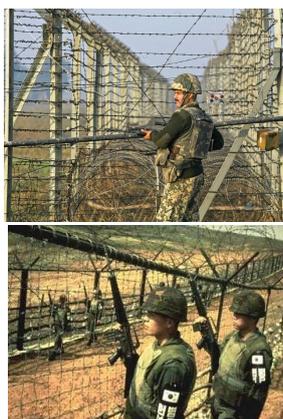
Portée par une vague euphorique, la "diplomatie" nord-coréenne s'en donne toujours mi-septembre à cœur joie sur le sujet, jusqu'à écrire au Conseil de sécurité de l'ONU que "Si les Etats-Unis ne retirent pas leurs forces armées de Corée du sud et continuent à mener des actions militaires provocantes vis-à-vis de la République Populaire Démocratique de Corée, cela pourrait déboucher sur un nouvel incident susceptible d'être à l'origine d'un conflit armé, pour lequel les Etats-Unis seraient tenus pleinement responsables" (Yonhap, 13 sept.). Séoul de son côté préfère se cantonner à un registre (bien) plus apaisé et capitaliser sur l'amélioration de ses rapports avec Pékin, le "pays du matin calme" louant la contribution du partenaire chinois dans le récent accord intercoréen (Yonhap, 2 sept. 2015).

**PERSPECTIVES.** Certes, généraux indiens et pakistanais en charge des forces affectées à la volatile région du Cachemire semblent - *a priori* - en revenir à de meilleures intentions ; lors d'une réunion le 13 septembre à New Delhi, ces hauts gradés convenaient de la nécessité d'œuvrer à la réduction des incidents et à la mise en place de nouvelles *confidence-building measures*, afin d'éviter qu'une dangereuse spirale de tirs d'artillerie de part et d'autre de la *line of control* ne crée les conditions d'un possible 5<sup>e</sup> conflit indo-pakistanaï, une quinzaine d'année après le dernier du genre. Pour donner plus de substance à cette trame moins belligère, il eut été préférable que ces discussions se situent à un niveau supérieur. Une suggestion politiquement improbable en l'état du différend ; sans compter que l'on peut se demander, tout 1<sup>er</sup> ministre pakistanais soit-il, qu'elle serait la marge de manœuvre sur ce sujet de N. Sharif, la toute puissante *Pakistan army* ne paraissant pas disposée à faire dans le *rapprochement indo-pakistanaï*. A court terme, les chances de décrispation entre Delhi et Islamabad demeurent des plus limitées.

Mi-sept. 2015, dans la péninsule coréenne, dix ans après un accord éphémère sur la dénucléarisation du programme nord-coréen, il s'agit de demeurer (très) prudent sur les bénéfices à court terme du (très) léger *mieux-être* né de l'accord intercoréen du 25 août, Pyongyang ne trouvant pas l'ombre d'un début de remords à associer d'un jour sur l'autre attitude conciliante et provocations. Ce d'autant plus qu'octobre sera en Corée du nord l'occasion de divers événements symboliques à célébrer au niveau national (cf. 70<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du Parti des travailleurs de Corée) ; précisément le type de circonstance fournissant traditionnellement prétexte à quelques douteux aventurismes de Pyongyang. Du reste, les autorités nord-coréennes annonçaient le 14 sept. préparer le lancement prochain d'un satellite 'à des fins pacifiques', puis le 15 sept., que ses installations nucléaires "tournaient à plein régime" et que le pays était prêt à "utiliser ses armes nucléaires contre les Etats-Unis" ...



1<sup>er</sup> min. indien **N. Modi** (droite) et pakistanais **N. Sharif**, Ufa (Russie), Sommet de l'Organisation de Coopération de Shanghai, juillet 2015 : une poignée de mains sans chaleur...



**ÉTÉ 2015 : Line of control** - en haut - (Inde-Pakistan ; Cachemire ; 720 km de long). **DMZ** - en bas - (Corée du nord — Corée du sud ; 248 km de long) : deux configurations présentant bien des similitudes.



Mme **Park Geun-hye** (Présidente Corée du sud ; à droite) et **Kim Jong-un** (Corée du nord) : deux leaders aux ambitions, discours et manières pour le moins opposés.